

# Rapport d'activité 2022



Direction régionale des Finances  
publiques de Bretagne  
et d'Ille-et-Vilaine

# L'édito du directeur



J'ai le plaisir de vous présenter le rapport d'activité 2022 de la direction régionale des Finances publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine.

L'année passée a été à bien des égards exigeante pour les services des Finances publiques, dans un contexte encore marqué par les effets de la crise sanitaire, auxquels se sont ajoutées les conséquences économiques et sociales du conflit en Ukraine. Les services de notre direction se sont fortement mobilisés pour promouvoir et mettre en œuvre les dispositifs de soutien aux entreprises, aux particuliers et aux collectivités locales.

2022 aura également été jalonnée de belles réussites collectives. Je citerai par exemple la mise en œuvre du fonds d'amélioration du cadre de vie au travail de nos agents, l'apport de la transformation numérique à l'exercice de nos missions, les travaux liés à la révision foncière, les évolutions majeures en matière de publicité foncière, l'aboutissement du déploiement du nouveau réseau de proximité et le renforcement de la mission de conseil aux décideurs locaux, dont nous avons des retours très positifs.

La réussite de ces chantiers et le maintien de résultats de très haut niveau dans nos différents domaines d'activité sont le reflet de l'engagement constant et du professionnalisme de nos équipes. Il nous reste à consolider l'organisation et le fonctionnement des nouveaux services et à accompagner l'évolution de certains de nos processus de travail.

La force de notre direction, c'est d'abord les femmes et les hommes qui la composent, une communauté humaine de plus de 1 500 agents au service de nos usagers et de nos partenaires.

Hugues BIED-CHARRETON  
Directeur régional des Finances publiques

## Sommaire

1. La relation avec nos usagers : proximité  
et qualité de service

p. 11

2. Les agents : qualité de vie au travail  
et attractivité de la DGFIP

p. 15

3. L'accompagnement des entreprises

p. 19

4. Le contrôle fiscal et la lutte contre la fraude

p. 20

5. Les chantiers de transformation de la gestion publique

p. 21

6. Le renforcement du conseil aux décideurs publics

p. 23

7. La politique immobilière de l'Etat

p. 24

8. L'audit et la maîtrise des risques

p. 25

9. Les missions nationales de la DRFiP 35

p. 25

Annexes

# La DRFiP en 2022 : contexte et organisation

## I

### LE DEPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE AU SEIN DE LA BRETAGNE

L'Ille-et-Vilaine est le département du chef-lieu de la région Bretagne, composée de quatre départements.

Il compte plus d'un million d'habitants et se caractérise par un dynamisme démographique essentiellement concentré sur l'agglomération rennaise, qui représente plus de 40 % de la population départementale. Le nombre de déclarations de revenus en Ille-et-Vilaine s'établit à 530 436 en 2022, pour un montant total de 983 millions d'euros.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, le département compte 333 communes et 18 groupements à fiscalité propre, dont 13 communautés de communes, 4 communautés d'agglomération (Saint-Malo Agglomération, Vitré Communauté, Fougères Agglomération et Redon Agglomération) et une métropole (Rennes Métropole).



L'activité économique du département repose principalement sur le secteur agroalimentaire, l'industrie, dont l'automobile avec l'usine Stellantis de Chartres-de-Bretagne, les télécommunications et le bâtiment.

L'économie breillienne fait preuve d'une résilience certaine face à la hausse des prix de l'énergie, consécutive à la guerre en Ukraine.

Le nombre de défaillances d'entreprises est en forte hausse par rapport à 2021, mais reste en dessous du niveau d'avant-crise. En revanche, le nombre de créations d'entreprises augmente de près de 18 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022, porté par le dispositif auto-entrepreneurs.

Parallèlement, le taux de chômage a baissé pour s'établir à 5,4 % au dernier trimestre 2022.

## II

### L'ORGANISATION ET LES MISSIONS DE LA DRFiP 35

Hugues BIED-CHARRETON, directeur régional, a été nommé par décret du 21 octobre 2019 à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

L'organigramme de la direction est structuré en trois pôles : gestion fiscale, gestion publique et pilotage et ressources, ainsi que cinq missions directement rattachées au directeur régional.

**Le pôle gestion fiscale** comprend les divisions missions foncières et fiscalité directe locale, gestion fiscale des particuliers et des professionnels, recouvrement forcé, contrôle fiscal et affaires juridiques et contentieux. Il est en charge de l'établissement, du contrôle et du recouvrement de l'impôt, ainsi que des amendes, et des missions foncières et patrimoniales.

**Le pôle gestion publique** comprend les divisions collectivités locales, opérations comptables de l'Etat, dépense et expertise et action économiques et financières.

Il anime et pilote le réseau des comptables publics locaux, en charge de la gestion budgétaire et comptable des collectivités territoriales (exécution des budgets, tenue de la comptabilité, etc.). Il assure également cette mission pour les services de l'Etat, dont le DRFiP est le comptable assignataire.

**Le pôle Pilotage et ressources** comprend les divisions des ressources humaines, de la formation professionnelle et des concours, du budget, logistique et immobilier, de la stratégie, contrôle de gestion et qualité de service. Lui sont également rattachés un pôle national de soutien au réseau, l'assistante de prévention et correspondante handicap ainsi que le délégué départemental à la sécurité.

Ce pôle « support » permet à l'ensemble des structures du réseau de disposer des moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions et assure les fonctions de contrôle de gestion et de pilotage stratégique.

Sont directement rattachés au Directeur :

- la mission régionale Politique immobilière de l'Etat, (à laquelle sont rattachées les divisions gestion domaniale et évaluation domaniale) ;
- le contrôle budgétaire régional ;
- la mission régionale de conseil aux décideurs publics ;
- la mission départementale risques et audit ;
- la mission cabinet-communication.

Outre les structures et attributions liées à son statut de direction régionale, **la DRFiP 35 se caractérise par l'exercice de nombreuses missions nationales :**

- le pôle national de soutien au réseau (PNSR) dédié aux fonctions publiques territoriale et hospitalière ;
- le pôle national d'apurement administratif (PNAA) ;

- deux centres d'encaissement :

-> le centre d'encaissement de Rennes (CER), chargé de traiter les paiements effectués par TIP et par chèques des impôts et des recettes locales couvrant 32 départements et, pour tout le territoire, des amendes du contrôle automatisé et des amendes forfaitaires du PV électronique (PVe) ;

-> le centre d'encaissement des amendes (CEA), chargé de l'encaissement spontané des amendes forfaitaires émises par les services de la police nationale et certaines polices municipales, des dispositifs du contrôle automatisé, du PVe et hors PVe et des forfaits post-stationnement pour les collectivités ayant conventionné avec l'ANTAI ;

- la trésorerie du contrôle automatisé (TCA), chargée du recouvrement forcé de toutes les amendes forfaitaires majorées issues du contrôle automatisé ;
- le centre de gestion des retraites (CGR), chargé de la gestion et du contrôle des dossiers des pensionnés de l'Etat ;
- le service « timbre électronique », mis en place début 2015 pour assurer la relation de front office avec les usagers et les buralistes et gérer la comptabilisation centralisée des opérations ;
- le service d'appui à la publicité foncière (SAPF) de Redon, créé le 1<sup>er</sup> septembre 2022 et issu du mouvement de relocations de services dans les villes de taille moyenne.

Au plan territorial, le réseau de la DRFiP de Bretagne et d'Ille-et-Vilaine est l'un des plus denses des services de l'Etat. Au 31 décembre 2022, on comptait 39 structures infra-départementales, une présence répartie dans 10 communes qui abritent : 7 services des impôts des particuliers (SIP), 4 services des impôts des entreprises (SIE), 7 services de gestion comptable (SGC), 8 trésoreries spécialisées, 2 paieries, 1 service départemental des impôts fonciers (SDIF), 1 pôle topographique et de gestion cadastrale, 1 pôle de recouvrement spécialisé, 6 services en charge du contrôle fiscal, 1 service de publicité foncière départemental, ainsi qu'un service départemental de l'enregistrement.

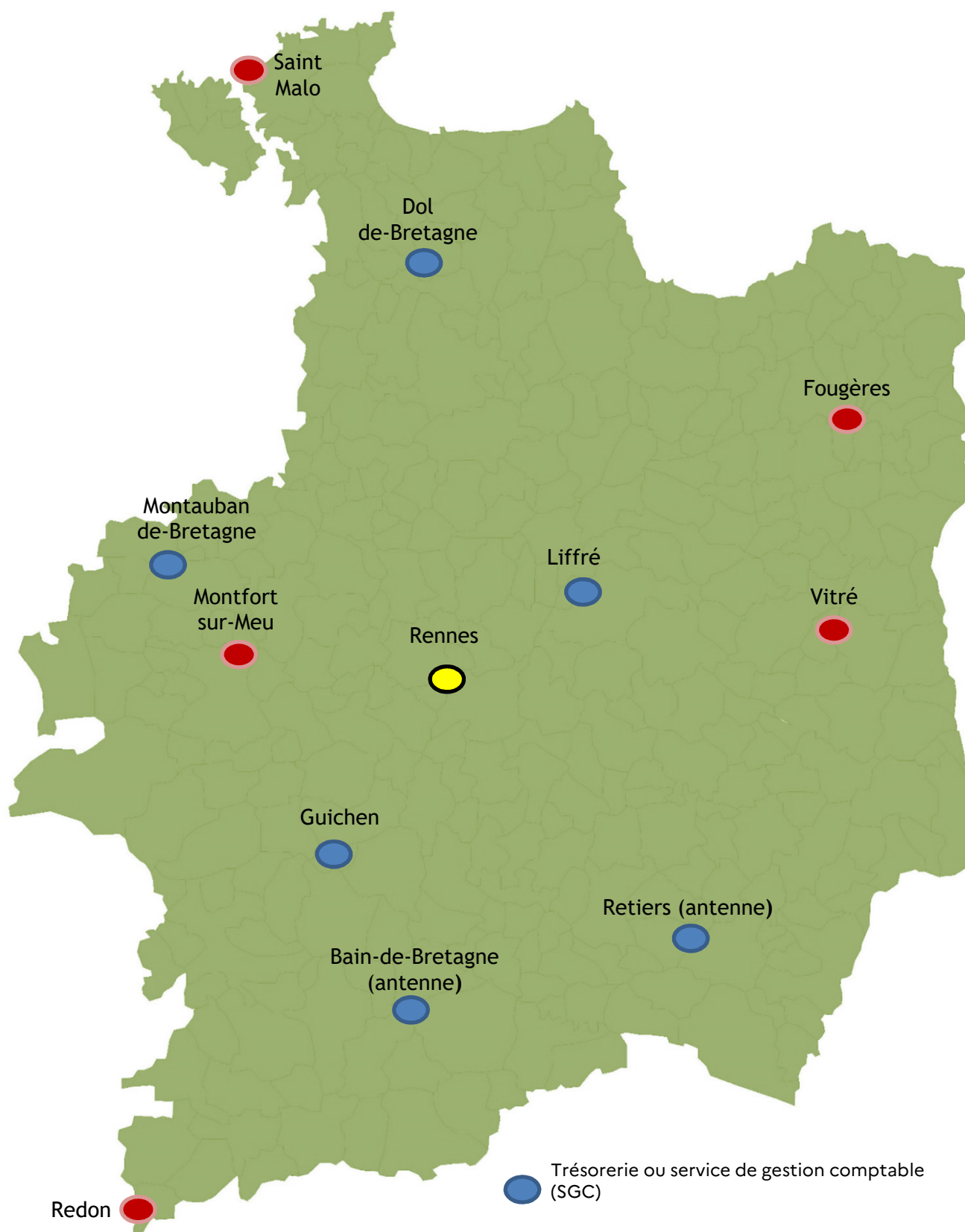
11 services sont spécialisés dans la gestion des collectivités locales.

1 trésorerie amendes est chargée du recouvrement des amendes départementales.

2 trésoreries hospitalières gèrent uniquement des établissements publics de santé.

Les effectifs des services de la DRFiP 35 s'établissent à 1555 au 1<sup>er</sup> janvier 2022 : 368 cadres A et A+, 674 cadres B et 513 agents C.

## Implantation des services de la DRFiP 35 au 31.12.22





# Panorama 2022

## Janvier

La DRFiP 35 recrute



La DRFiP 35 tient un stand au salon de l'étudiant dans le cadre d'une démarche plus globale de renforcement de l'attractivité de la DRFiP

## Février

La DRFiP 35 affiche ses résultats

Le taux de recouvrement dans le secteur public local s'établit à 99,13 % : résultat du développement des procédures d'automatisation associées aux signatures de conventions de recouvrement avec les ordonnateurs

## Mars

La DRFiP 35 ouvre l'accès à ses fichiers

Les notaires ont désormais accès au fichier immobilier tenu par les services de la publicité foncière



## Avril

La DRFiP 35 partenaire des universités



La DRFiP 35 signe des conventions de partenariat avec les présidents des universités de Rennes 1, Rennes 2 et le directeur de Sciences Po Rennes

Dans le cadre de son plan d'action attractivité, la DRFiP 35 s'affiche sur le réseau STAR



**Mai**

La DRFiP 35 fait campagne



Le grand « *remue-méninges* »

La DRFiP 35 associe ses agents à la définition du futur contrat d'objectifs et de moyens de la DGFiP

**Juin**

La DRFiP 35 se concerte

La DRFiP 35 programme des contrôles en datamining et renforce le contrôle patrimonial



**Juillet**

La DRFiP 35 contrôle



La DRFiP 35 réduit son empreinte carbone et s'engage pour la sobriété énergétique

**Août**

La DRFiP 35 s'engage



## Septembre

La DRFiP 35  
renforce ses  
missions

De nouvelles missions sont confiées à la DRFiP 35 qui gère, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2022, les taxes d'urbanisme pour toutes les nouvelles demandes.

## Octobre

La DRFiP 35  
rencontre les  
élus



A Redon, Rennes, Fougères et Saint Malo, la DRFiP 35 a convié les maires, les présidents d'EPCI et leurs collaborateurs à échanger sur les sujets d'actualité des finances locales.

## Novembre

La DRFiP 35  
pionnière



La DRFiP 35 signe avec le tribunal administratif de Rennes la première convention visant à développer la médiation dans les litiges fiscaux.

## Décembre

La DRFiP 35  
partenaire des  
collectivités

La DRFiP 35 signe un engagement partenarial et une convention de contrôle allégé en partenariat avec la communauté de communes Bretagne Porte de Loire Communauté, portant à 38 le nombre de partenariats formalisés avec les collectivités locales.

# 1 - La relation avec nos usagers : Proximité et qualité de service



## La poursuite du déploiement du nouveau réseau de proximité des Finances publiques

L'année 2022 a constitué une étape majeure dans le déploiement du nouveau réseau de proximité en Ille-et-Vilaine, avec :

- l'achèvement des évolutions concernant le réseau fiscal (transfert du recouvrement vers les SIP, regroupement des SIP rennais sur 2 services, constitution du SPF départemental, resserrement du réseau des SIE) ;
- la poursuite du transfert de la gestion du secteur local vers les services de gestion comptable et les trésoreries hospitalières et le déploiement des conseillers aux décideurs locaux (CDL).

### De nouveaux services de proximité plébiscités par les usagers et les partenaires

Outre la réception dans ses propres services, la DRFiP déploie sur le territoire breillien un dispositif d'accueil de proximité, en partenariat avec le réseau des France Services et les collectivités locales. La DRFiP est ainsi présente dans 34 communes fin 2022, contre 21 en 2019.



**Un accueil des usagers dans  
34 communes**

**1611 usagers reçus dans des points de  
proximité**

**88 % d'usagers satisfaits**

Dans les points d'accueil de proximité, la DRFiP propose une offre hebdomadaire de réception sur rendez-vous. Elle y organise également des permanences sans rendez-vous durant les campagnes d'impôt. Au total, plus de 1 600 usagers ont été reçus par des agents de la DRFiP dans ces points d'accueil (+ 96 % par rapport à 2021). Les enquêtes réalisées auprès des usagers font ressortir un taux de satisfaction global de 88 %.

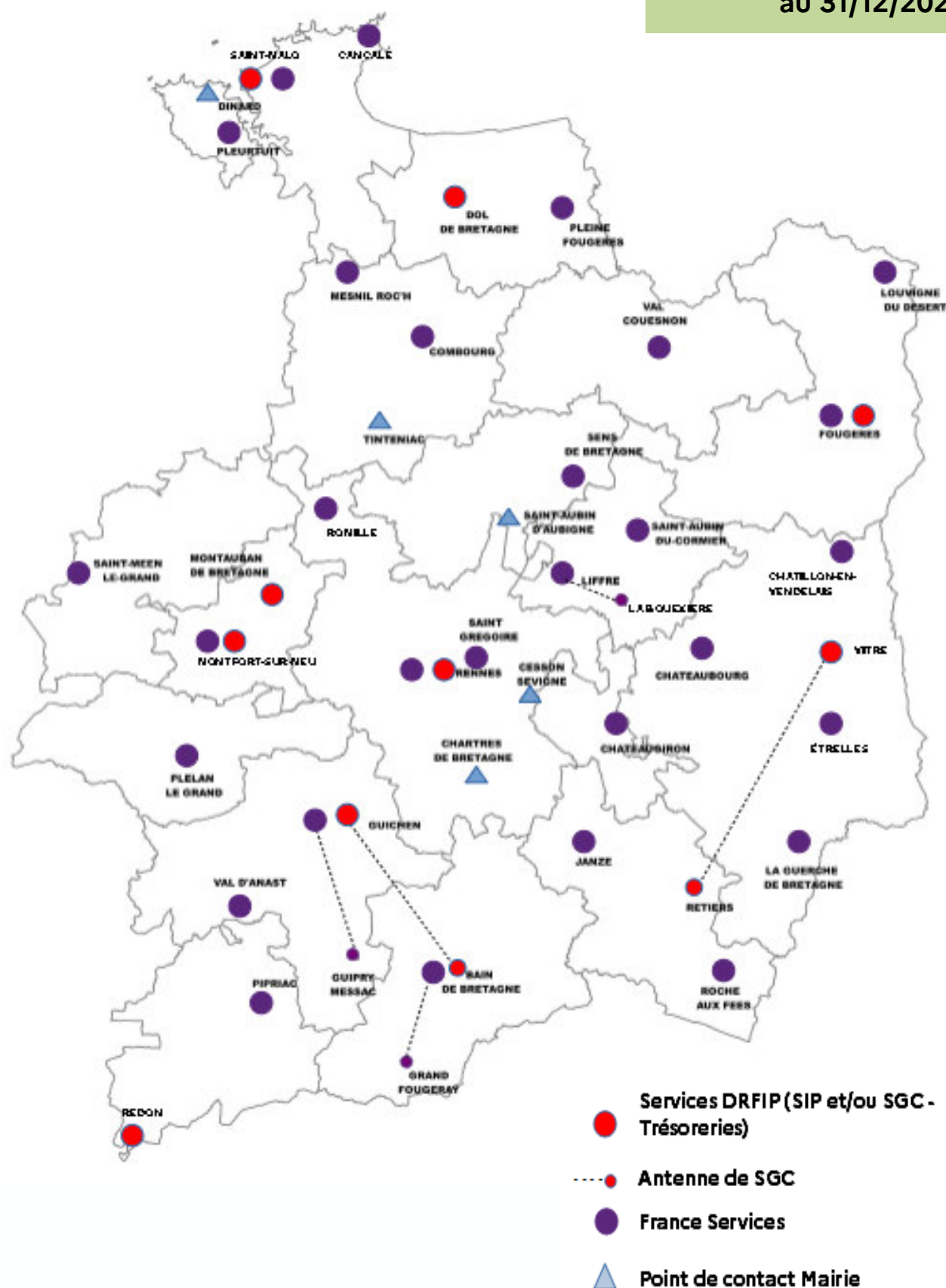
De même, le paiement de proximité auprès des buralistes rejoint manifestement les attentes des usagers, avec près de 32 000 paiements effectués en 2022 (+ 37 % par rapport à 2021) auprès des 269 buralistes agréés en Ille-et-Vilaine, pour un montant de plus de 2,5 M€.

Pour ce qui concerne les collectivités locales, le déploiement de 11 CDL s'est d'ores et déjà traduit par une forte augmentation des prestations de conseil (près de 4 800 actions de conseil en 2022, contre 2 100 en 2021). Les ordonnateurs locaux portent un regard très positif sur la qualité du service rendu, la dernière enquête auprès des élus breilliens faisant apparaître un taux de satisfaction de 89 % sur les prestations de conseil délivrées.

### Les opérations de relocalisation de services

Dans le cadre de la démarche nationale de relocalisation, deux nouveaux services ont été implantés au 1<sup>er</sup> septembre 2022 en Ille-et-Vilaine : un service d'appui à la publicité foncière à Redon (45 emplois à terme) et une antenne du centre de gestion des retraites à Fougères (25 emplois). Ces opérations contribuent au renforcement de la présence des agents publics dans les communes de taille moyenne.

## Cartographie de l'accueil de proximité en Ile-et-Vilaine au 31/12/2022



## II

## La démarche d'amélioration continue de la qualité de service

La DRFIP 35 est pleinement mobilisée dans la mise en œuvre des engagements « Services publics + » applicables aux services de la DGFIP depuis décembre 2020. La promotion de ce nouveau référentiel de qualité de service s'est poursuivie en 2022 à l'occasion de réunions organisées dans les services avec les cadres et les agents d'accueil.

La démarche d'amélioration continue de la qualité de service s'appuie sur des outils de mesure traditionnels (appels-mystères, enquêtes de satisfaction auprès des usagers, ...) et sur de nouveaux outils tels que « Je donne mon avis avec SP+ » ou les auto-diagnostics de structure réalisés par les chefs de service.

L'amélioration du taux de décroché téléphonique des services a constitué un axe fort en 2022.

Sur ce sujet, à la fois technique et organisationnel, un état des lieux a été dressé sur les volumes d'appels des usagers et sur le taux de décroché des services. Plusieurs pistes d'amélioration du taux de décroché ont ensuite été identifiées.

Par ailleurs, la DRFIP 35 s'est engagée en 2022 dans des travaux de fiabilisation des informations indiquées sur les fiches Google concernant les services des Finances publiques.

Même si des marges de progrès demeurent concernant l'accueil téléphonique (taux de décroché et de présentation conforme des agents), la DRFIP 35 affiche des résultats d'ensemble satisfaisants (taux de satisfaction des usagers des SIP à l'issue de leur rendez-vous à 88,6 % ; taux de décroché à 62,8 %).

**88,6 % des usagers des SIP  
satisfaits à l'issue de leur RDV**

## III

## Bilan des campagnes d'impôts 2022

En 2022, la campagne déclarative et la campagne des avis se sont déroulées dans un contexte sanitaire relativement normalisé, avec le retour d'un accueil physique important, 31 225 personnes ayant été reçues en accueil physique durant la campagne déclarative et 33 351 durant la campagne des avis.

Tous canaux confondus, ce sont 128 496 usagers qui ont été accompagnés durant la campagne déclarative et 147 009 durant la campagne des avis. L'année 2022 s'inscrit dans le prolongement de la tendance de moyen terme de réduction des sollicitations des usagers.

La mise en place de Gestpart comme application de saisie des déclarations a suscité un important travail de traitement de listes pour les services durant l'ensemble de la campagne déclarative.

Si la campagne déclarative s'est caractérisée par un faible nombre d'évolutions législatives, la campagne des avis s'est déroulée dans le contexte de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public et de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

L'ensemble de l'année a été marquée par un important travail des SIP pour lutter contre les fraudes, notamment aux réductions et crédits d'impôts. Au total, 382 dossiers ont été détectés par les SIP, 254 tentatives d'escroquerie ont été prévenues, 14 dossiers d'escroquerie ont été détectés pour un montant global de 94 000 € et 6 plaintes ont été déposées.

**275 000**  
usagers  
accompagnés



## Modernisation des missions foncières et de la publicité foncière

**En 2022, le service départemental des impôts fonciers (SDIF) a poursuivi son installation et a consolidé ses relations avec les autres services de la direction.** Ces travaux ont été conduits dans un contexte de fortes évolutions métier avec, dès septembre 2022, la mise en place de l'application SURF en remplacement de Lascot, dans le cadre du deuxième volet de déploiement du projet **Gérer mes biens immobiliers**, comprenant à la fois la dématérialisation du suivi de l'achèvement des travaux et la liquidation des taxes d'urbanisme.

**Le pôle topographique et de gestion cadastrale (PTGC) de Rennes a conduit 2 chantiers importants :** d'une part la mise à jour de ses bases après la validation du plan cadastral dans le cadre de la représentation parcellaire cadastrale unique (RPCU), et d'autre part, la conduite du **projet Foncier innovant** sur le périmètre du département, avec 1 400 piscines détectées par l'intelligence artificielle, pour lesquelles le PTGC a procédé à la vérification systématique de chaque détection afin d'exclure les éventuelles erreurs des algorithmes telles que les mares, serres, bâches agricoles ou piscines non taxables, ainsi que les piscines déjà en cours d'évaluation ou de relance dans nos applications de gestion. Après analyse, 936 détections ont été retenues comme potentiellement imposables.

En parallèle, grâce aux travaux menés sous Cadascad par le PTGC, 289 piscines supplémentaires ont été retenues sur 1 013 piscines présentes au plan mais non évaluées et non détectées par l'intelligence artificielle. **Au total, ce sont 1 225 piscines qui font l'objet d'une opération de relance des propriétaires en janvier 2023 en vue d'une imposition à la taxe foncière 2023, soit près de 227 000 € de recettes fiscales potentielles pour les collectivités locales du département.**

Le PTGC s'est enfin engagé fortement dans l'aide aux services fiscaux, par exemple au travers de sa présence dans les commissions communales des impôts directs (CCID) et a développé un outil permettant de transposer les délibérations des collectivités sur le plan cadastral pour faciliter les travaux des services de gestion.

La division des particuliers et des missions foncières a conduit la révision de la grille tarifaire des locaux professionnels, en partenariat avec la commission départementale des valeurs locatives.

L'année 2022 a également été particulièrement dense dans le domaine de la **publicité foncière**, avec la généralisation de l'accès des notaires au fichier immobilier en mars, la fusion des 6 services de publicité foncière (SPF) du département en avril, qui a induit des évolutions importantes dans le fonctionnement du service. En septembre, le SPF de Redon a fermé tandis qu'un nouveau service, le service d'appui à la publicité foncière (SAPF), s'installait à Redon. Le SPF de Rennes s'est enfin engagé dans un partenariat avec le SAPF de Bergerac, comme prévu dans le cadre de la politique de démétropolisation, en tant que service d'export.

Les délais de mise à jour du fichier immobilier restent maîtrisés avec une moyenne de 28 jours en décembre 2022,

Le **service départemental de l'enregistrement (SDE)**, dans le prolongement de la mise en œuvre du plan relance-succession, s'est porté volontaire pour expérimenter l'assistant digital relance succession.

**En 2022, ce sont 2 201 déclarations principales de succession qui ont été enregistrées pour un total de 25,7 M € de droits.**



## 2 - Les agents : qualité de vie au travail et attractivité de la DGFIP



### Les conditions de vie au travail et les chantiers immobiliers

#### Travaux de rénovation et d'aménagement

La DRFIP a poursuivi les opérations concernant la mise en œuvre du nouveau réseau de proximité (NRP) et du plan de relance. Les travaux de rénovation et de remplacement des menuiseries extérieures du centre des Finances publiques (CFP) de Rennes Magenta ont débuté en février 2022. Deux phases sur cinq ont été réalisées en 2022. Le service départemental des impôts fonciers, le pôle topographique de gestion cadastrale, le service des impôts des entreprises de Rennes 2 et le pôle de contrôle des revenus et du patrimoine sont définitivement installés.

Les travaux relatifs aux CFP de Dol-de-Bretagne, Guichen et Montfort-sur-Meu, conduits par les collectivités (Dol-de-Bretagne et Guichen) et un promoteur (Montfort-sur-Meu), ont été achevés au cours du dernier trimestre de l'année 2022.

Par ailleurs, la DRFIP a entièrement rénové le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>ème</sup> étages du CFP de Redon pour permettre la création du service d'appui à la publicité foncière (SAPF) au 1<sup>er</sup> septembre 2022. Les agents du SIP de Redon sont installés au 1<sup>er</sup> étage du CFP depuis le mois d'octobre.

Enfin, la DRFIP a mené des travaux au 3<sup>ème</sup> étage de la direction pour permettre la création des centres de gestion financière Préfecture et Rectorat.



Salle de réunion du service de gestion comptable de Dol-de-Bretagne

#### Travaux du plan de résilience

La DRFIP 35 a obtenu, au titre du plan de résilience, le financement du raccordement du bâtiment de la direction au réseau de chaleur urbain ENERSUD. **Le raccordement, effectif depuis le 21 décembre, permet de réduire de 50 % la consommation d'énergies fossiles (130 tonnes de CO2 évitées).**

#### Fonds pour l'amélioration du cadre de vie au travail des agents

La DRFIP 35 s'est vu allouer au total 185 303 € par la direction générale. Le directeur régional a décidé d'abonder ce fonds, pour le porter fin 2022 à hauteur de **231 275 €**.

La direction et les organisations syndicales représentatives ont retenu **42 projets** sur un total de 500 propositions des agents. Les projets se répartissent autour de quatre thématiques : la convivialité (31), la mobilité (4), la végétalisation (5) et le confort du cadre de vie au travail (2). 27 opérations étaient terminées au 31 décembre 2022.



Aménagement de la salle de convivialité du centre d'encaissement de Rennes



## II

## Le dialogue social et les élections professionnelles

Le dialogue social institutionnel a été très dense en 2022 :

- 9 comités techniques locaux se sont tenus ;
- 5 comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et 3 réunions du comité départemental de l'action sociale (CDAS) ont été organisés.

Par ailleurs, de nombreuses réunions se sont tenues avec les représentants du personnel : ainsi, la direction a poursuivi les réunions périodiques avec les organisations syndicales pour leur présenter l'état d'avancement des projets immobiliers (déclinaison immobilière du nouveau réseau de proximité et des relocalisations ; rénovation du site de Rennes Magenta). Elle a également maintenu les réunions bilatérales avec chaque organisation syndicale pour évoquer les situations RH particulières dans le cadre de l'élaboration des mouvements locaux de mutation et conservé un temps d'échanges avec chacune d'elles sur la campagne des listes d'aptitude.



La fin de l'année a été marquée par les élections professionnelles, organisées pour la deuxième fois selon le mode électronique. Elles ont permis de désigner les représentants du personnel dans des instances de dialogue social qui ont été profondément modifiées par la loi du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique.

## III

## L'égalité professionnelle et la diversité

En 2022, la DRFiP 35 a poursuivi son engagement en faveur de l'égalité professionnelle.

Ainsi, parmi d'autres actions, on peut citer la création d'une rubrique « diversité-égalité professionnelle » sur l'intranet Ulysse 35 et une présentation du plan d'action pour l'égalité professionnelle aux 330 cadres A et A+ du département présents lors du séminaire des cadres d'avril 2022.



De même, lors du lancement du réseau [FEM&CO](#) (Réseau en faveur de l'égalité et de la mixité en Centre-Ouest), une première réunion rassemblant 25 agents a permis d'échanger sur les attentes de ce réseau et les actions qui pourraient être menées.

La DRFiP 35 est depuis de nombreuses années fortement mobilisée en faveur de l'égalité professionnelle et de l'égalité des chances (dispositif de préparation aux concours « Diversité sociale », apprentissage, service civique) mais également de l'inclusion des personnes en situation de handicap, que ce soit en matière de recrutement ou d'actions de communication.

### LA DRFiP 35 a recruté en 2022 :

- 2 agents Pacte
- 3 agents en situation de handicap
- 10 apprentis
- 5 volontaires service civique

## IV

# Elaboration d'un plan d'action « démarches inclusives »

L'organisation et le fonctionnement des services de la DRFiP ont connu au cours des 3 dernières années de profondes évolutions, sous l'effet notamment des restructurations, du déploiement du nouveau réseau de proximité, de la mise en œuvre des relocalisations de services ou encore des conséquences de la crise sanitaire et du développement du travail en mode hybride.



Ces évolutions n'ont pas été sans conséquences sur le fonctionnement des équipes, qui ont dû s'adapter à de nouvelles modalités d'exercice des missions (télétravail, travail à distance), à l'accroissement de la taille des services et, dans certains cas, à un ajustement de l'organisation interne et de la répartition des tâches.

Dans ce contexte, il est apparu nécessaire à la direction d'engager une réflexion sur les actions à mettre en œuvre pour **renforcer la cohésion des collectifs de travail** et, plus largement, de la communauté des cadres et agents du département.

A cette fin, la direction a réuni un panel de cadres représentatifs de la diversité des missions et des structures du département, dans le but de formuler des propositions opérationnelles autour de 5 thématiques structurantes, confiées chacune à un groupe de travail dédié :

- dynamiser l'animation métier ;
- renforcer la cohésion des équipes en mode distanciel ;
- identifier les leviers de motivation individuelle et collective ;
- renforcer les liens entre la direction et les agents B et C ;
- fédérer la communauté des cadres.

Les propositions issues des travaux de ces GT ont été présentées en collège des chefs de service le 20 octobre 2022. Après exploitation et analyse par la direction, ces propositions ont servi de base à l'élaboration d'un plan d'action « démarches inclusives » comportant une trentaine d'actions, qui seront mises en œuvre progressivement sur les années 2023 et 2024.



## V

# Attractivité

Les besoins de recrutement augmentant compte tenu des départs en retraite à venir (853 places offertes au concours externe d'inspecteur des Finances publiques en 2022, contre 122 en 2016) et le nombre de candidats inscrits aux concours ayant tendance à diminuer, l'attractivité constitue un défi majeur pour la DGFIP afin de préserver la qualité de ses recrutements.

La DRFiP 35 s'est engagée dans une communication externe volontariste en 2022 : participation au salon de l'étudiant, campagne publicitaire sur les bus et dans le métro rennais, pose d'affiches et mise à disposition de flyers dans les halls des facultés, instituts, bibliothèques universitaires, restaurants universitaires etc.

Par ailleurs, des conventions de partenariat ont été signées le 31 mars 2022 avec les universités de Rennes 1, Rennes 2 et Science Po Rennes.

Concrètement, celles-ci se traduisent par l'animation de conférences et la tenue de stands pour faire connaître les métiers de la DGFIP dans les établissements d'enseignement supérieur (IEP, IPAG, faculté de droit, faculté de sciences économiques, IUT de Rennes et de Saint Malo...), mais aussi par l'accueil de stagiaires et d'apprentis à la DRFiP 35.

Le partenariat avec l'IPAG est particulièrement étroit : la DRFiP 35 siège au conseil d'administration de l'institut et participe aux jurys d'oraux blancs organisés par l'IPAG au profit de ses étudiants.

La DRFIP 35 s'appuie sur un réseau d'ambassadeurs qu'elle a constitué en 2022 afin de multiplier ces interventions extérieures, au cours desquelles sont présentées les atouts de la DGFiP : la variété des métiers pouvant être exercés, des rémunérations attractives, des missions au cœur de l'action publique porteuses de sens et de valeurs, des perspectives d'évolution de carrière, etc.

En outre, dans le cadre de l'égalité des chances pour l'accès aux emplois publics, le **dispositif « diversité sociale »** créé en 2006 en Ile-et-Vilaine permet aux étudiants boursiers des universités rennaises partenaires d'intégrer une préparation aux concours de la DGFiP. Cette préparation spécifique, sous forme de cours du soir, adaptée à l'emploi du temps universitaire, a permis à 13 étudiants boursiers d'être lauréats en 2022.



Campagne d'affichage sur les bus et dans les métro de la ville de Rennes

Enfin, dans le cadre de la diversification des modes de recrutement, **66 stagiaires** ont été accueillis en 2022 dans les services de la DRFIP 35. Ces stagiaires forment un vivier de recrutement pour la DGFiP, l'objectif étant de les fidéliser et de les motiver à s'inscrire aux concours.



Le recrutement par voie de contrat et d'apprentissage s'est également développé en 2022. Un livret d'apprentissage a notamment été réalisé en concertation avec les chefs de service et diffusé à l'ensemble des établissements de formation partenaires afin de leur présenter les offres de la DRFIP 35.

Au-delà du soutien aux services, ces recrutements répondent aux objectifs de diversité des recrutements et de renforcement de l'attractivité de la DGFiP.

## 3 - L'accompagnement des entreprises

### I

## L'accompagnement fiscal des PME

Dans le cadre des dispositifs d'accompagnement des entreprises prévus par la loi du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance dite loi ESSOC, la direction régionale des Finances publiques accompagne des PME dans leurs projets d'installation et de développement.

En 2022, **52 entreprises supplémentaires** ont été accompagnées dans le cadre d'une analyse personnalisée de leurs problématiques fiscales, portant à 86 le nombre total d'entreprises accompagnées fin 2022. Les réponses apportées par la DRFiP 35 assurent la sécurité juridique des montages envisagés par les entreprises accompagnées.

Ce service, entièrement gratuit, est accessible par mail :

[drfip35accompagnements-fiscal-pme@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip35accompagnements-fiscal-pme@dgfip.finances.gouv.fr)

Un portail dédié, [place des entreprises](#) permet également aux TPE et aux PME de bénéficier d'un accompagnement personnalisé, par le service public ou parapublic sur les difficultés qu'elles rencontrent au quotidien.

Priorité de la prochaine feuille de route stratégique de la DGFIP, cette mission sera confortée en 2023.



### II

## Les actions de soutien aux entreprises en difficulté

Les répercussions économiques des crises ont conduit la division de l'expertise et de l'action économiques et financières (DEAEF) à maintenir fortement son engagement en 2022 pour soutenir les entreprises en difficulté.

### Les actions menées par le conseiller départemental à la sortie de crise

Le conseiller départemental a orienté 93 entreprises en 2022 contre 30 en 2021, soit une hausse de 210 %. Il est également mobilisé depuis 2022 sur l'instruction des demandes de restructuration de prêt garanti par l'État (PGE) d'un montant supérieur à 50 000 €. 11 dossiers ont été instruits en Ille-et-Vilaine, avec 9 avis favorables prononcés pour une restructuration de PGE.

22 demandes d'aides "Gaz - Electricité" ont été déposées en 2022 en Ille-et-Vilaine pour un montant total de 2 431 563 €, soit 110 526 € en moyenne. Le nombre de demandes est appelé à augmenter fortement en 2023 en raison de l'élargissement des critères.

### Les dispositifs permanents : CCSF et CODEFI

En 2022, l'activité de la commission des chefs de services financiers (CCSF) est en baisse, avec 14 dossiers déposés (- 36 % par rapport à 2021). Le nombre de saisines en Ille-et-Vilaine est très nettement inférieur à celui de l'année 2019, dernière année d'avant crise sanitaire (- 75 %).

Aucun dossier d'entreprise n'a été présenté en comité départemental d'examen des difficultés de financement des entreprises (CODEFI) pour l'Ille-et-Vilaine en 2022, alors que 10 dossiers avaient été examinés en 2021. Cette forte baisse s'explique par la fin des dispositifs mobilisables suite à la crise covid et par l'efficacité sur la situation financière des entreprises des dispositifs d'aide mis en place massivement suite à la crise covid.

La cellule de veille départementale s'est réunie à 3 reprises en 2022 pour échanger sur la situation des entreprises détectées par l'application Signaux faibles, afin de les orienter vers la solution la plus adaptée.



## 4 - Le contrôle fiscal et la lutte contre la fraude

L'année 2022 a permis de consolider les très bons résultats de 2021, notamment en matière de lutte contre la fraude, d'acceptation des contrôles et de programmation issue de l'intelligence artificielle.

### Une dynamique confortée en 2022

10 543 contrôles sur pièces des particuliers ont été réalisés, dont 1 163 dossiers d'initiative effectués par le pôle de contrôle des revenus du patrimoine (PCRP).

En matière de contrôle sur pièces des professionnels, 1 267 dossiers ont été traités, 35 instructions sur place de remboursement de crédit TVA ont été terminées, pour un enjeu de plus de 430 000 €.

En matière de contrôle fiscal externe, 265 affaires ont été terminées.

328 fiches de proposition de vérifications programmées par le pôle de contrôle et d'expertise départemental (PCED) ont été validées, dont plus de 51 % issues du datamining. 70 fiches ont été produites par la brigade de contrôle et de recherche (BCR).

220 relances amiables de successions ont été diligentées par le service départemental de l'enregistrement (SDE), le PCRP ayant traité 36 dossiers de successions après mise en demeure.

Ce sont près de 27 M€ de droits qui ont été rappelés par les services chargés du contrôle, dont 13,6 M€ rappelés par les brigades de vérification, auxquels s'ajoutent 5,6 M€ de pénalités appliquées.

Plus de 9,5 M€ de droits ont été rappelés en contrôle sur pièces (CSP) des particuliers par le PCRP, 2,8 M€ par les SIP, et presque 1 M€ rappelés par le PCED.

### Une présence soutenue en matière de pénalisation de la fraude

8 dossiers de fraude fiscale ont été transmis au parquet de Rennes dont 5 dénonciations obligatoires. 5 plaintes pour escroquerie et 1 plainte pour tentative d'escroquerie dans le cadre des fraudes aux réductions d'impôt et crédits d'impôt (RICI) ont également été transmis au parquet de Rennes.

Les plaintes transmises en 2021 aux parquets breilliens en matière de fraude au fonds de solidarité ont pour partie été jugées et ont fait l'objet de condamnations significatives.

### La qualité des contrôles demeure au rendez-vous

En matière de contrôle fiscal externe, 35,1 % des dossiers ont réprimé les fraudes les plus caractérisées, ce qui constitue un excellent résultat auquel la BCR participe activement avec 67 % des opérations recherche à finalité répressive. La proportion des affaires à faible rendement poursuit sa baisse.

60 % des dossiers contrôlés par le PCRP ont engendré un rappel d'impôt ou une programmation de contrôle fiscal externe avec à la clé une progression de 15 % des droits en matière d'IR et 74 % en matière de contributions sociales.

En matière de successions, les rappels des droits cumulés après relances amiables et mises en demeure s'élèvent à nouveau à plus de 25 M€.

Le taux net de recouvrement en droits et pénalités constaté en 2022 sur les créances de contrôle fiscal prises en charge en 2021 dépasse 83 %, taux sensiblement supérieur à la moyenne nationale.

La part de la programmation d'affaires à enjeux progresse nettement pour atteindre presque 48 % de la programmation pour le PCED et 77 % pour la BCR. Plus de 45 % des contrôles réalisés sur pièces et sur place se sont conclus par une acceptation du contribuable, en parfaite adéquation avec les dispositions de la loi ESSOC, 31 affaires ont bénéficié de la procédure de régularisation L62 et le nombre de transactions avant mise en recouvrement (26 affaires) progresse de 11 points par rapport à 2021.



Ces résultats sont le fruit de l'engagement constant de tous au service d'une mission régalienne qui sera de nouveau confortée et renforcée dans le cadre des prochaines orientations stratégiques de la DGFIP.

# 5 - Les chantiers de transformation de la gestion publique

## I Les chantiers comptables dans le secteur public local

Trois chantiers de **modernisation de la gestion comptable** sont engagés auprès des collectivités locales.

Le **référentiel M57** constitue le nouveau cadre comptable commun aux collectivités locales et à leurs établissements publics. Il a vocation à être généralisé le 1er janvier 2024. Sans attendre cette échéance, les collectivités ont pu anticiper cette bascule : ainsi, au 1er janvier 2023, plus de 800 budgets (principaux ou annexes) appliquent la M57 en Ile-et-Vilaine, soit 56 % des budgets éligibles.

La bascule à la M57 constitue l'un des prérequis à une autre réforme qui concerne la production et la présentation des comptes des collectivités : **le compte financier unique (CFU)**.

Le CFU est un compte commun à l'ordonnateur et au comptable, qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. Il poursuit trois objectifs :

- favoriser la transparence et améliorer la lisibilité de l'information financière ;
- améliorer la qualité des comptes ;
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives.

40 collectivités d'Ile-et-Vilaine expérimentent le CFU sur leurs comptes 2022.

Enfin, la **synthèse de la qualité des comptes** constitue un dispositif alternatif à la certification des comptes publics locaux actuellement expérimentée en application de la loi Notré (article 110). Exclusivement dédié à la qualité comptable, ce dispositif a été mis en œuvre en 2022 auprès de deux communes (La-Guerche-de-Bretagne et Saint-Aubin d'Aubigné).

## II Un partenariat renforcé avec les collectivités locales

La DRFiP renforce et modernise son partenariat avec les décideurs publics locaux en s'engageant à leurs côtés sur des objectifs opérationnels, via des conventions de partenariat. Ce dispositif vise à améliorer la performance administrative des services de l'ordonnateur et du comptable, mais aussi à diffuser une offre de services de qualité, innovante et adaptée aux besoins différenciés des collectivités et établissements publics.

En fonction de sa taille ou de ses enjeux, une collectivité ou un établissement public peut signer avec son comptable public et la DRFiP deux types de conventions : une convention de services comptables et financiers (CSCF) pour les collectivités et établissements les plus importants ou un engagement partenarial (EP) pour les collectivités et établissements de taille intermédiaire.

Par ailleurs, les comptables publics rénovent les modalités de contrôle de la dépense locale à travers le développement de contrôles sélectifs. Ainsi, le contrôle allégé en partenariat (CAP) permet de fluidifier la chaîne de la dépense en dispensant l'ordonnateur de la transmission de pièces justificatives et en allégeant les contrôles du comptable.

La signature d'une convention de CAP entre l'ordonnateur et le comptable intervient à l'issue d'un diagnostic permettant d'évaluer la maîtrise des risques sur une chaîne de dépense donnée.

**A la fin 2022, 26 conventions de CAP étaient en vigueur dans le département.** Cette démarche s'inscrit pleinement dans la réforme de la responsabilité financière des gestionnaires publics entrée en vigueur le 1er janvier 2023.

Cette dynamique s'est accélérée au cours de l'année 2022. Ainsi, **12 conventions (4 CSCF et 8 EP)** étaient en vigueur à la fin 2022.





### III

## Le développement des CGF dans la sphère Etat

La DRFiP de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine a mis en place deux nouveaux centres de gestion financière (CGF) en 2022 : au 1er avril pour les dépenses du Rectorat et au 1er juin pour les dépenses et recettes des préfectures et des secrétariats généraux communs départementaux de la région Bretagne, ce qui porte à trois le nombre de CGF créés par la DRFiP 35 depuis 2019.

Expérimentés dans le cadre de la démarche de simplification et de modernisation de la chaîne de la dépense, les CGF regroupent les attributions précédemment dévolues à un centre de service partagé et à un service facturier. Ils permettent :

- d'améliorer le service rendu aux services prescripteurs et aux fournisseurs, qui ont désormais un interlocuteur unique ;
- de supprimer les contrôles redondants en les repositionnant en amont du traitement de la facture ;

- d'enrichir les missions des agents en donnant une vision globale de la chaîne de la dépense, par le traitement du dossier de bout en bout.

Les résultats de ces nouveaux CGF sont d'ores et déjà satisfaisants et les délais de traitement des actes sont en amélioration. Ces constats, liés à une forte implication des agents, sont encourageants pour le déploiement de ce mode d'organisation à d'autres ministères. A ce titre, le déploiement d'un CGF pour les dépenses des ministères du bloc 2 (Agriculture, Écologie) est prévu à Rennes pour 2024.

### Délais moyens de paiement au 31/12/2022

CGF bloc 3 : 8,74 jours
CGF rectorat : 8,09 jours
CGF bloc 1 (préfecture et SGCD) : 9,80 jours

### IV

## Contrôle budgétaire régional : bilan 2022

L'année 2022 s'est inscrite, comme 2021, dans le prolongement des orientations relatives à la modernisation de la gestion budgétaire et comptable de l'État menées dans le cadre du programme de transformation publique AP 2022, tant côté secteur Etat qu'organismes. Les évolutions consécutives aux orientations décidées aux Comités Interministériels de la Transformation Publique (CITP) des 1<sup>er</sup> février et 29 octobre 2018 visant à alléger les contrôles a priori et à développer une plus grande responsabilisation des gestionnaires se sont poursuivies.

L'année 2022 a été marquée plus particulièrement par :

- la **poursuite du développement du contrôle a posteriori** sur le secteur Etat, avec un plan de contrôle annuel sur 10 items. Les travaux de ce type sont appelés à devenir de plus en plus importants au fur et à mesure de l'allègement des contrôles a priori et en parallèle du déploiement effectif du contrôle interne budgétaire dans les administrations ;

- **l'exécution budgétaire du plan de relance ;**
- le déploiement de mesures de **déconcentration budgétaire**, avec la mise en place d'un dispositif visant à permettre au préfet de **redéployer jusqu'à 3 % des effectifs de la sphère ATE**, dispositif dont la mise en œuvre est placée sous le contrôle des CBR ;
- l'accompagnement des services et organismes publics dans le **déploiement du contrôle interne financier (CIF)** avec un travail d'évaluation partagé du CIF dans son volet budgétaire avec un service déconcentré (DRAC) à la demande de la Direction du Budget.

Par ailleurs, il convient de souligner l'important travail d'accompagnement et de conseil sur les problématiques financières et budgétaires réalisé par la mission CBR auprès des différents partenaires extérieurs (services déconcentrés de l'État et organismes publics). Cet accompagnement a été particulièrement recherché dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau régime de responsabilité des gestionnaires publics.

## 6 – Le renforcement de conseil aux décideurs publics

### I

### La mission régionale de conseil aux décideurs publics

Au cours du second semestre 2022, la MRCDP a beaucoup investi dans un dossier « fil rouge » qui va se poursuivre sur l'année 2023, à savoir l'expertise de la soutenabilité financière et juridique du projet de rénovation thermique du parc immobilier de l'université de Rennes 1.

Cette action de conseil porte sur le double questionnement du financement des travaux dans le contexte de forte hausse des coûts des fluides et des moyens juridiques à mobiliser pour porter ces opérations. Elle s'inscrit dans une actualité riche, marquée par la création de l'Université de Rennes (UNIR), la mise en œuvre de la dévolution du patrimoine de l'université ainsi que par les nouvelles possibilités ouvertes par la loi 3DS. Traité en partenariat avec les services de la politique immobilière de l'État, ce dossier est tout particulièrement emblématique de la richesse de l'offre que peut apporter la DRFiP à ses partenaires institutionnels.

### II

### Le développement du conseil aux élus locaux

La DGFIP déploie entre 2020 et 2023 son nouveau réseau de proximité (NRP), affirmant ainsi sa volonté de renforcer durablement sa présence au sein des territoires et de développer une offre de conseil au plus près des attentes des décideurs publics.

Cette volonté s'est traduite notamment par la mise en place de nouveaux conseillers, nommés conseillers aux décideurs locaux (CDL). Le CDL porte la nouvelle offre de services destinée aux collectivités locales, en assurant un conseil adapté et personnalisé au profit des élus locaux.

En Ille-et-Vilaine, le déploiement des CDL, engagé depuis 2020, s'est achevé à la fin de l'année 2022. Désormais, **11 conseillers aux décideurs locaux** sont déployés sur le territoire. Les CDL sont des cadres de la direction régionale, experts du conseil, au service des élus locaux (maires, présidents d'EPCI) et de leur service, chargés de leur proposer une offre de conseil individualisée.

Le CDL peut être amené à dispenser plusieurs types de conseils, notamment dans les domaines suivants :

- budgétaire et comptable (conseil à l'élaboration budgétaire, sensibilisation à la maîtrise des risques, information sur les nouveautés...);
- en matière de dépenses et de recettes (promotion de la dématérialisation, restitutions du contrôle hiérarchisé de la dépense, conseil en optimisation du recouvrement, rationalisation de l'organisation des régies...);
- financier et fiscal (réalisation et présentation des analyses financières, recherche de solutions de cofinancement, simulations fiscales, information sur les dispositifs de soutien aux entreprises en difficulté...);
- économique et patrimonial (conseil sur projet d'investissement, projet d'aménagement du territoire...).

La mise en place de ce nouvel interlocuteur permet :

- d'offrir des prestations sur mesure, adaptées aux besoins de chaque collectivité ;
- de proposer une gratuité, une objectivité et une neutralité de la prestation ;
- de faciliter la prise de contact et une réactivité accrue grâce à un interlocuteur privilégié pour l' élu local.

Le taux de satisfaction des prestations des CDL est mesuré à travers une enquête annuelle. Pour 2022, le taux de satisfaction en Ille-et-Vilaine s'établit à **88,6 %**.

## 7 – La politique immobilière de l'Etat

Le pôle immobilier de la DRFIP, placé sous la responsabilité du responsable régional de la politique immobilière de l'État, regroupe depuis 2020 la mission régionale politique immobilière de l'État (MRPIE), le pôle de gestion domaniale et le pôle d'évaluation domaniale. En 2022, la MRPIE a été particulièrement mobilisée sur le suivi et la mise en œuvre des plans de relance et de résilience et sur la rédaction du schéma directeur immobilier régional (SDIR) pour la période 2023-2027.

### PLANS DE RELANCE ET DE RÉSILIENCE, APPEL À PROJETS "NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS "

Le plan de relance, conçu en fin d'année 2020, a été mis en œuvre sur les années 2021 et 2022. Désormais en voie d'achèvement, il a permis d'améliorer de manière significative la performance énergétique des bâtiments publics.

Envisagé dans le cadre de la politique de sobriété énergétique, le plan de résilience s'est attaché à réaliser de petits travaux en vue d'obtenir des gains de consommation à court terme. Doté d'une enveloppe de 2,7M€ pour la Bretagne, son exécution s'achève en ce début d'année 2023, produisant des effets positifs immédiats sur le niveau de consommation énergétique.

Un appel à projets a été lancé pour la conception d'espaces collaboratifs conformes aux nouveaux usages. Trois opérations ont été retenues sur des locaux occupés par les services du Rectorat à Rennes et Quimper.

Cette fin d'année 2022 a enfin été marquée par la constitution du second volet du plan de résilience, dont les contours sont identiques au premier plan de résilience.

### LE SDIR 2023-2027

La note du 25 mai 2022 du directeur de l'immobilier de l'État a donné l'impulsion pour le lancement des travaux d'élaboration des SDIR pour la période 2023-2027. Ce document cadre fixe, pour les 5 années à venir, les grandes orientations immobilières pour la région en s'attachant à concilier les critères fonctionnels, techniques et budgétaires :

- **fonctionnels** : recherche d'une optimisation des surfaces en densifiant les locaux et en développant de nouveaux aménagements, afin de tenir compte des nouvelles organisations du travail ;
- **techniques** : recherche d'atteinte des objectifs du décret tertiaire imposant une amélioration de la performance énergétique des bâtiments de 40, 50 et 60 % aux horizons 2030, 2040 et 2050 ;
- **budgétaire** : une recherche de rationalisation des dépenses d'investissement et de fonctionnement.

**Relance : 219 opérations pour 109 M €**

**Résilience : 60 opérations pour 3,6 M €**

**Nouveaux aménagements : 3 opérations pour 3,7 M €**

### LE SUIVI ET LE PILOTAGE D'OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES D'ENVERGURE

L'accompagnement des Préfets de département, des services locaux et des opérateurs dans la conduite de leurs projets significatifs s'inscrit dans une activité quotidienne de la MRPIE. En 2022, cet accompagnement a notamment été exercé pour des projets tels que la réalisation d'un ouvrage pour l'antenne de l'ANSSI à Rennes, les études de relogement de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Côtes d'Armor à Saint-Brieuc, la poursuite du projet de résidences étudiantes de l'école des hautes études en santé publique (EHESP).



Antenne de l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information à Rennes (ANSSI)

## 8 – L’audit et la maîtrise des risques

Comme toute administration financière gérant des fonds publics et des informations sensibles, la DGFIP doit diminuer son exposition aux risques et définir une politique de maîtrise de son activité tout en veillant à sa performance globale. La maîtrise des risques consiste à identifier et traiter les événements de toute nature susceptibles d’altérer la capacité de la DGFIP à réaliser ses missions dans le respect des procédures et des contrôles prévus à cet effet.

Le taux global d’exécution du plan départemental de contrôle interne 2022 est de 98,82 % (contre 96,64 % pour l’année 2021). Le taux global d’exécution est de 100 % pour les contrôles nationaux.

### Contrôle interne comptable de l’Etat

Malgré un fort renouvellement de l’effectif dans certains services, la qualité comptable se maintient à un très bon niveau. L’action de la cellule qualité comptable s’est essentiellement concentrée sur le soutien apporté à la division des opérations comptables de l’État : aide à l’apurement de comptes d’imputation provisoire, soutien appuyé à la réalisation de certains contrôles internes et participation au plan de formation local pour les nouveaux agents affectés au 1<sup>er</sup> septembre 2022. La CQC 35 poursuit également le co-pilotage de 2 groupes de travail de mutualisation avec le niveau inter-régional.

### Activité d’audit

34 audits ont été réalisés en 2022, soit une augmentation de 26 % par rapport à 2021. Les audits réalisés sont de nature variée : 8 audits de structure (trésorerie, SIP, SGC, SIE...), 2 audits de process, 1 audit thématique, 10 audits de régies SPL, 7 audits de régies d’État, 1 audit de recherche de la fraude aux virements, 3 audits préalables à la signature d’une convention de contrôle allégé en partenariat (CAP), 1 audit d’un établissement public national implanté à Rennes et 1 audit d’établissement public local d’enseignement (EPL).

## 9 – Les missions nationales de la DRFiP 35

### I Les centres d’encaissement

L’activité du centre d’encaissement de Rennes (CER) est marquée par la diminution du volume de chèques ainsi que la suppression de la taxe d’habitation et de la contribution à l’audiovisuel public. La part des recettes du secteur public local progresse à 60 %

Le centre d’encaissement des amendes (CEA) a connu une forte progression des encaissements amendes, au contraire du CER.

Prenant en compte ces évolutions, la DGFIP modifiera profondément l’organisation de son activité d’encaissement dans le cadre du projet MACH 23.

Le CER et un prestataire privé reprendront l’activité des 2 autres centres d’encaissements généralistes qui fermeront le 31 août 2023.

Outre l’augmentation de son périmètre, le CER récupérera l’intégralité des amendes forfaitaires majorées. L’encaissement des amendes sera concentré à Rennes : trésorerie du contrôle automatisé, CEA et CER.

Le CER assistera également le prestataire et réalisera les tests techniques d’émission des talons de paiement.

### II La trésorerie du contrôle automatisé

Dans le cadre de son plan de modernisation, la trésorerie du contrôle automatisé (TCA) s’est engagée sur l’augmentation du nombre d’actes de poursuites. Ainsi en 2022 plus d’un million de saisies ont été envoyées, contre 900 000 en 2021.

Les recettes sur amendes forfaitaires majorées ont progressé de 7,9 % pour atteindre **220 M €** en 2022.

Elle est aussi engagée sur l’amélioration de la qualité de service aux usagers :

- le taux de décroché global a progressé de 14 points par rapport à 2021 pour atteindre 37,90 % et de 11 points sur appels distincts (un usager pouvant appeler plusieurs fois sans la même journée) soit 54,43 % ,
- le délai de réponse aux courriels et courriers est inférieur à 7 jours (4 jours pour les 431 320 courriels et 5,4 jours pour les 431 320 courriers nécessitant une réponse).

# ANNEXES



## I

## LA DRFiP AU SERVICE DES PARTICULIERS

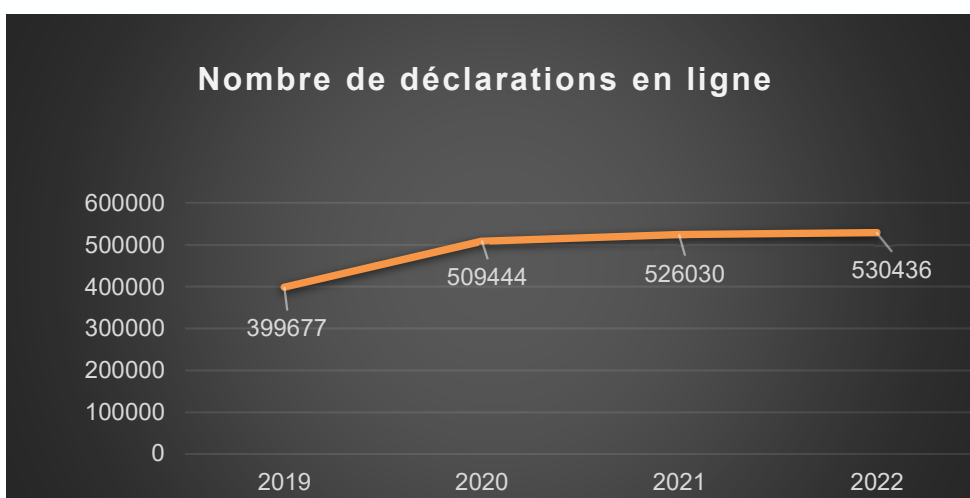
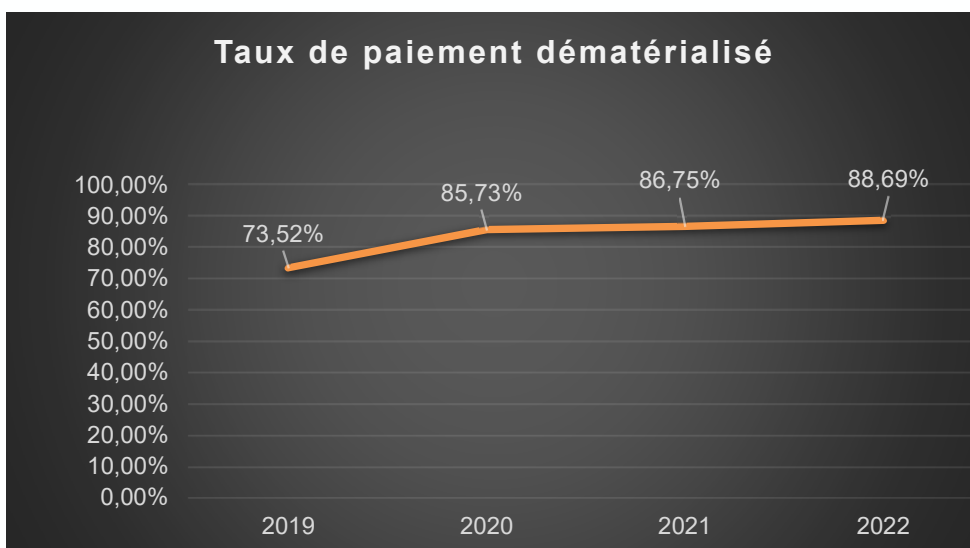
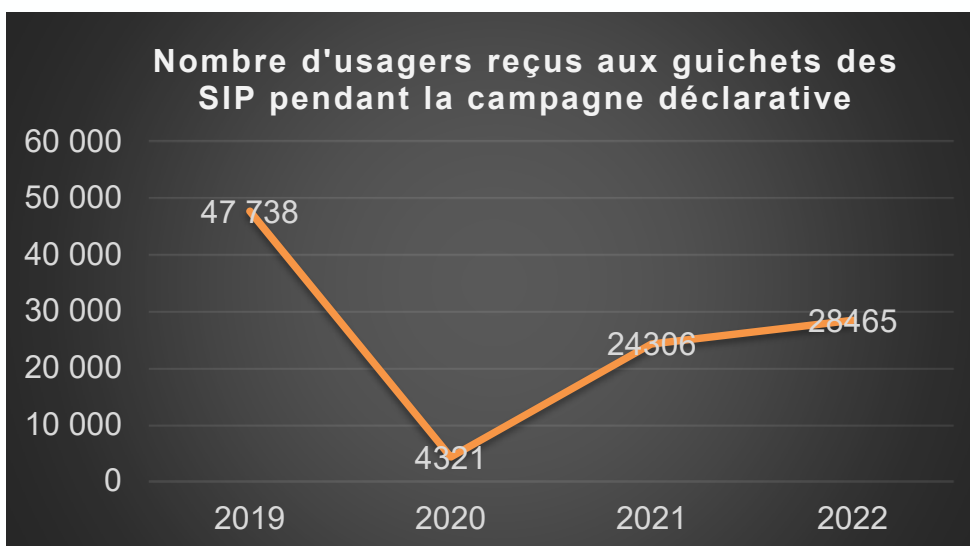
## L'accueil des usagers particuliers

	2019	2020	2021	2022
Nombre d'usagers reçus aux guichets des SIP pendant la campagne déclarative	47 738	4 321	24 306	28 465
Nombre d'usagers reçus aux guichets pendant la campagne des avis	75 797	35 063	38 204	32 240
Nombre d'appels reçus dans les SIP pendant la campagne déclarative	48 444	47 141	77 674	50 768

## La dématérialisation des échanges avec les particuliers

	2019	2020	2021	2022
Nombre de déclarations en ligne (y compris les déclarations automatiques)	399 677	509 444	526 030	530 436
Nombre de déclarations automatiques	/	136 896	143 361	140 642
Proportion de déclarations en ligne sur le total des déclarations	70,85 %	87,26 %	87,22 %	86,9%
Taux de paiement dématérialisé	73,52 %	85,73 %	86,75 %	88,69%
Nombre de messages e-contacts reçu pour la campagne de déclaration	14 939	28 295	23 195	25 239





## Composition des pensions

Types de pensions	2021 (Rennes)	2022 (Rennes + Marseille)	Evolution
Pensions civiles et militaires de retraites	160 618	395 821	146,44 %
Retraites du combattant	45 287	107 366	137,08 %
Pensions militaires d'invalidité	10 216	24 996	144,68 %
Médailles militaires	10 206	17 585	72,30 %
Légion d'honneur	1 829	3 408	86,33 %
<b>TOTAL</b>	<b>228 156</b>	<b>549 176</b>	<b>140,70 %</b>

## Types de pensions



- pensions civiles et militaires de retraite
- retraites du combattant
- pensions militaires d'invalidité
- médailles militaires
- légions d'honneur



## LA DRFiP AU SERVICE DES PROFESSIONNELS

### Le soutien aux entreprises

	2019	2020	2021	2022
Nombre de dossiers déposés à la Commission des chefs de services financiers (CCSF)	56	51	22	14
Nombre de plans accordés par la CCSF	35	43	4	11
Nombre d'emplois préservés en Ille-et-Vilaine	604	1 306	72	694

### Les dépôts de fonds au Trésor

	2019	2020	2021	2022
Nombre de comptes	740	797	1 080	1 174

## IV

## LA DRFiP AU SERVICE DES FINANCES PUBLIQUES

## Les principales recettes publiques encaissées par la DRFiP

(en millions d'€)	2020	2021	2022
TVA	2,15 Mds	2,44 Mds	2,69 Mds
Impôt sur le revenu	913,4	935	983
Impôts sur les sociétés	604,8	630,2	853,2
Taxe foncière sur les propriétés bâties	488,6	477,7	504,6
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	23,3	23,5	24,4
Taxe d'habitation (et locaux vacants)	424,4	127,5	85,9
Contribution sur la valeur ajoutée des Entreprises	303,8	152,6	153,6
Contribution foncière des entreprises	135,7	113,2	116,2
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	59,4	60,6	74,1
Tascom	14,2	13,9	14,8
<b>Total recettes – impôts</b>	<b>5 115 M</b>	<b>4 974,2 M</b>	<b>5 499,8 M</b>
Timbres	365	433,5	634,7
Recettes non fiscales de l'Etat	26,6	28,3	27,7
Cessions de biens de l'Etat	6,15	5,42	0,65
<b>Total autres recettes</b>	<b>397,75 M</b>	<b>467,22 M</b>	<b>663,05 M</b>

		2020	2021	2022
<b>CER</b>	Nombre d'émargements (en millions)	9,4	9,9	9
	Montants (en Milliards d'€)	1,9	1,9	1,75
<b>Amendes Forfaitaires</b>	CEA (en millions d'opérations)	2,6	3,4	4,3
	CER (en millions d'opérations)	2,1	2,4	2,2
	Montant (en millions d'€)	265	316	362
<b>TIVA</b>	Nombre de dossiers amendes	79 316	123 446	98 085
	Montant (en millions d'€)	20	28	24
	Nombre d'actes de poursuites	71 859	91 866	112 928
<b>TCA</b>	Nombre d'amendes forfaitaires majorées	1,5	3,7	3,6
	Montant (en millions d'€)	361	904	890
	Nombre d'actes de poursuites	1,8	2,4	2,7
	dont saisies à tiers détenteurs	0,7	0,7	1,033
	Appels téléphoniques entrants	579 988	527 104	481 196
	Courriels	80 139	239 460	289 098
	Courriers à traiter	340 088	537 151	431 319
	Centralisation d'AF par internet (en millions)	770	957	1 065,9
	Recettes AFM	126	204	220,4

## Les principales dépenses de l'Etat payées par la DRFiP

En milliards d'euros	2019	2020	2021	2022
Dépenses de rémunérations (salaires et charges)	6,86	6,83	6,7	6,57
Dépenses autres que de personnel	1,6	1,6	1,8	2
Total	8,64	8,43	8,5	8,57

## Délai global de paiement dans la dépense de l'Etat

En jours	2019	2020	2021	2022
Délai global de paiement pour la DRFiP	13,78	14,11	13,09	12,67
Délai global de paiement au niveau national	14,94	15,17	15,4	13,86

## Les dépenses du secteur public local payées par la DRFiP

	2019	2020	2021	2022
Dépenses de fonctionnement	3 085,3	3064	3136,4	3 318,4
Région	982,6	905,7	952,8	1 007,1
Département	820,9	863,3	873,6	926,4
Groupements	391,4	392,8	383,6	388,2
Communes	890,2	902,2	926,4	996,7
Dépenses d'équipement	1 480,6	1 481,3	1 303,2	1 365,3
Région	564,1	617	591,8	636,9
Département	200,1	183,2	195,9	198,1
Groupements	269,9	243,6	265,1	254,4
Communes	446,3	437,2	250,4	275,9
<b>Total (en millions d'€)</b>	<b>4 565,9</b>	<b>4 545,3</b>	<b>4 439,6</b>	<b>4 683,7</b>

## Délai global de paiement dans le secteur public local

	2019	2020	2021	2022
Délai de paiement du comptable	5,4 jours	5,39 Jours	5,3 Jours	4,8 jours
Délai global de paiement	26,74 jours	26,45 jours	26,6 jours	28,2 jours

## Le recouvrement en secteur public local

	2019	2020	2021	2022
Taux de recouvrement sur exercice précédent	99,23 %	99 %	99,13 %	99,17 %
<b>Nombre d'actes de poursuites dans Hélios</b>				
Lettres de relance	280 380	238 825	261 954	288 948
Mises en demeure	43 445	29 095	41 797	40 880
Saisies à tiers détenteur	69 681	52 194	65 603	88 207
Phases comminatoires	65 373	41 729	54 400	97 525
Saisies-vente	1 947	637	913	1 000
Total	460 826	362 480	427 667	516 560
<b>Phases comminatoires automatisées terminées dans l'année</b>				
Nombre de dossiers	65 373	41 729	57 400	71 478
Montant à recouvrer	9 690 053	6 106 820	8 622 834	8 763 631
Recouvrements globaux	4 214 939	2 578 135	3 745 114	3 804 839
Taux de recouvrement (en montant)	43,50 %	52,22 %	43,43%	43,42 %



## Les effectifs réels

	2019	2020	2021	2022
Cadres A+ et A	354	364	362	368
Cadres B	656	651	681	674
Cadres C	504	490	507	513
Total	1514	1505	1550	1555
<b>Taux de temps partiel</b>				
Catégorie A	11,84 %	11,64 %	11,45 %	15,26 %
Catégorie B	22,5%	23,11 %	21,17 %	17,94 %
Catégorie C	29,05 %	28,28 %	28,32%	24,15 %
<b>Taux de féminisation</b>				
Catégorie A+	39,6 %	39,09 %	39,34 %	39,84 %
Catégorie A	65,13 %	66,12 %	57,2 %	65,42 %
Catégorie B	67,69 %	67,16 %	64,5 %	63,06 %
Catégorie C	64,47 %	65,13 %	64,2 %	64,13 %
<b>Age moyen</b>	<b>50 ans et 6 mois</b>	<b>50 ans et 11 mois</b>	<b>50 ans et 6 mois</b>	<b>49 ans et 6 mois</b>



## La formation

	2019	2020	2021	2022
Nombre de jours de formation reçus	4813	1892	4 101	6130
Formation continue	4 235	1697	3796	5742
Préparation aux concours	265	106	258	300
Formations initiales	313	89	47	88
Taux d'agents ayant suivi au moins une formation	78,60 %	48 %	60 %	79 %
Nombre de candidats accueillis pour les concours	1 175	1 046	1 072	1 202
Nombre de jours de concours	15	15	20	18

## VI

## LE BUDGET

	2019	2020	2021	2022
Budget opérationnel de programme 156 (en milliers d'€)				
Autorisations d'engagement	29 363	25 963	26 416	26 526
Crédits de paiement	28 868	23 539	25 044	23 919
dont abondements hors dotation globale de fonctionnement (DGF)	608,6	552,3	488,1	1728
Programme 751 structures et dispositifs de sécurité routière	4 900 K€	4 900 K€	4800 K€	4 800 K€
Budget opérationnel de programme 723	67 237 €	74 625 €	70 302 €	54 748 €
Budget comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)	148 108 €	152 993 €	117 504 €	104 335 €

## VII

## LES CHIFFRES DE LA MISSION CONTRÔLE BUDGETAIRE REGIONALE

### Secteur Etat

	2021	2022	Variation 2021/22
Nombre de budgets opérationnels de programme (BOP) déconcentrés suivis	40	39	- 1
Nombre d'actes HT2 ayant fait l'objet d'un contrôle a priori	914	892	- 2,4 %
Nombres d'actes T2 ayant fait l'objet d'un contrôle a priori	434	334	- 23 %
Nombre de contrôles a posteriori réalisés	11	16	+20 %
Nombre d'analyses de circuits et procédures réalisés	4	2	- 50%

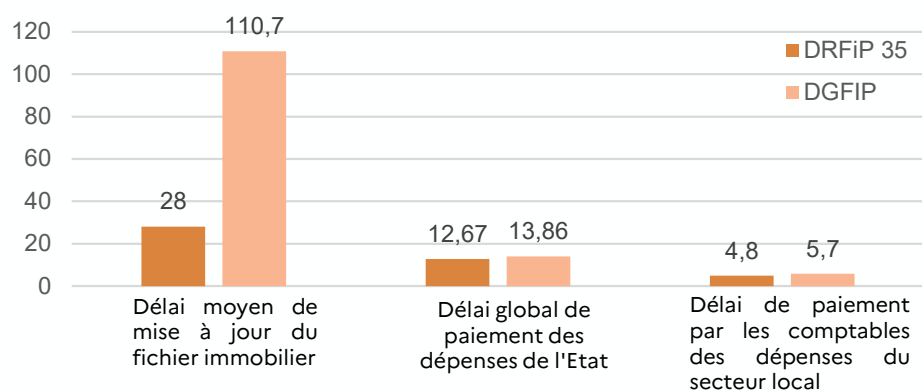
## Secteur organisations

	2020	2021	2022
Nombre d'EPN soumis au contrôle budgétaire	14	14	14
Nombre de GIP soumis au contrôle	5	5	5
Nombre d'EPSCP (en appui du recteur)	6	6	6
Nombre de participations au CA et pré-CA	108	154	103
Nombre d'actes contrôlés	344 dont 273 actes T2	383 dont 272 actes T2	337 dont 297 actes T2
Nombre d'avis formalisés sur les DPGECP	20	21	15

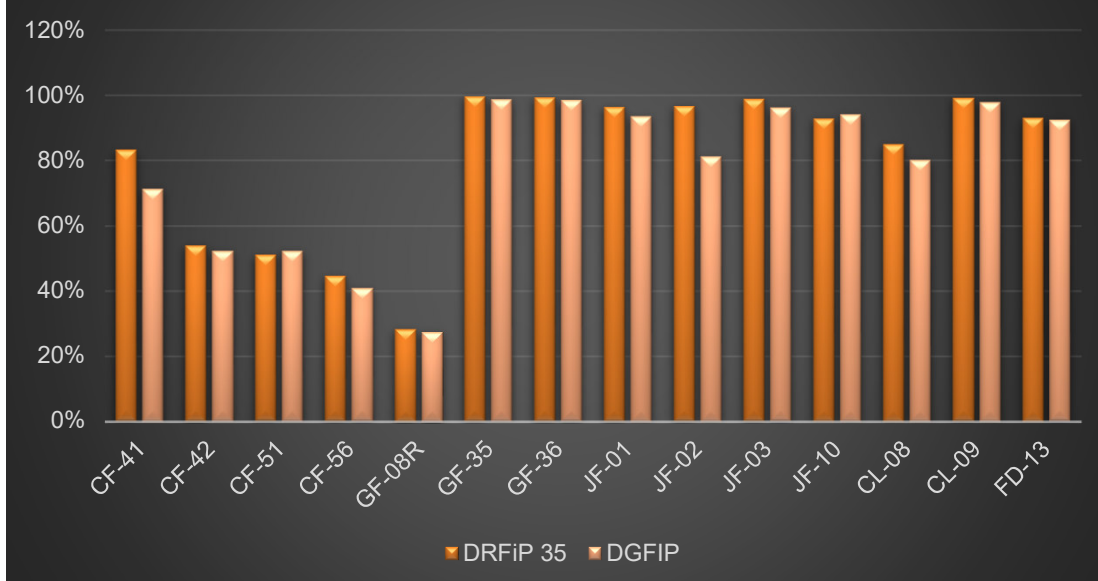
## Indicateurs de performance au 31 décembre 2022

Codes	Indicateurs	DRFIP 35	DGFIP
CF-01	Pourcentage des contrôles réprimant les fraudes les plus caractérisées	35,09%	30,23%
CF-41	Taux net de recouvrement DGFIP en droits et pénalités sur créances de contrôle fiscal externe et de contrôle sur pièces au titre de l'année N-1	83,35%	71,31%
CF-42	Part des fiches de programmation à forts enjeux	54,02%	52,32%
CF-51	Part des contrôles ciblés par Intelligence Artificielle (IA) et data mining	51,17%	52,36%
CF-56	Part des contrôles se concluant par acceptation du contribuable	44,69%	40,93%
GF-08R	Taux de recouvrement forcé des amendes et condamnations pécuniaires (hors extraits de justice d'un montant supérieur ou égal à 1M€)	28,41%	27,53%
GF-35	Taux net de recouvrement des impôts des particuliers non prélevés à la source (hors CFE et CSP) [composantes civisme "spontané" et "suite à relance"]	99,71%	98,79%
GF-36	Taux net de recouvrement des impôts des professionnels (y compris CFE et CFP)	99,41%	98,61%
JF-01	Taux de réponses définitives en moins de 30 jours aux demandes adressées au conciliateur fiscal départemental	96,41%	93,54%
JF-02	Taux de premiers mémoires produits dans le délai de six mois, en incluant les stocks de plus de 3 mois (nouveau périmètre)	96,68%	81,26%
JF-03	Taux net de réclamations contentieuses en matière d'IR, de PAS, de TH et de CAP des particuliers traitées dans le délai de 30 jours par les services locaux	98,91%	96,22%
JF-10	Taux de réponse de la DGFIP aux demandes de rescrit dans le délai de 3 mois (rescrit général)	92,86%	94,13%
CL-08-IPC	Indicateur de pilotage comptable	85,02	80,15
CL-09	Taux brut de recouvrement des produits locaux (hors fiscalité et dotations) de l'exercice N-1 au 31.12.N (hors OPH)	99,17%	97,92%
FD-13	Taux de respect du délai d'un mois pour la réponse aux demandes d'évaluations réglementaires adressées aux services du Domaine	93,09%	92,51%
GF-27	Délai moyen de mise à jour du fichier immobilier (en jours ouvrés)	28 j	110,7 j
CE-05	Délai global de paiement des dépenses de l'Etat (DGP)	12,67 j	13,86 j
CL-11	Délai de paiement par les comptables des dépenses du secteur local	4,8 j	5,7 j

### Délais moyens (en jours)



### Indicateurs 2022







FINANCES PUBLIQUES  
Direction régionale des Finances publiques  
de Bretagne et du département  
d'Ille-et-Vilaine

Avenue Janvier

BP 72102

35021 RENNES Cedex 9

Tél : 02 99 79 80 00

drfp35@drfp.finances.gouv.fr

MISSION DEPARTEMENTALE RISQUES ET AUDIT  
Thierry EVE - AFIP  
L. VERNIEZ - IP

AUDIT  
B. LEHOUC - IP  
G. LE BRAS - IDCN  
M-A. TOUCHAIS - IP  
G. CABANE - IP  
C. PROSPA - IP  
B. FLEURY - IDCN

RISQUES  
L. UGUEN - IP

MISSION REGIONALE CONSEIL AUX DECIDEURS PUBLICS  
Xavier LEVESQUE - AFIPA

DIRECTEUR REGIONAL  
DES FINANCES PUBLIQUES  
Hugues BIED-CHARRETTON  
AGFIP

Secrétariat du Directeur et des pôles  
D. NOURY - D. STORÉ

MISSION CONTRÔLE BUDGETAIRE REGIONAL  
LUC NEUVILLE - AFIP

MISSION POLITIQUE IMMOBILIERE DE L'ETAT  
Jean-Noël COSTERG - AGFIP  
F. LE STEAT - ICST

CHEF DE CABINET  
COMMUNICATION  
Arnaud LAUDRIN - AFIPA

POLE GESTION FISCALE  
Gwennélie BOUVET - AGFIP  
Anne MLYNARSKI - Adm État

POLE GESTION PUBLIQUE  
Muriel PETITJEAN - AGFIP  
Valéry ANDRIEUX - AFIP

POLE PILOTAGE ET RESSOURCES  
Yannick PHILOUZE - AFIP

Fonds Européens  
Autorité de certification  
D. LEON - IDCN  
A. LIBOUBAN - IDCN

Gestion des  
patrimoines privés (GPP)  
M. EVE - IDCN

Assis ante de prévention et  
correspondante handicap locale  
V. MEIGNE - I

Délégué départemental sécurité  
T. LE BRETON - IDCN

Division  
missions  
foncières et  
fiscalité  
directe locale  
L. PAUL  
AFIPA  
G. LEHOUC  
ID Expert

Division  
gestion  
fiscale des  
particuliers  
et des pro.  
A. WATIN  
AFIPA  
P. LORROT  
IDCN

Division  
Recouvre-  
ment forcé  
S. MACÉ  
AFIPA  
T. OLÉRON  
IDCN

Division  
contrôle  
fiscal  
G. BOURDONNAY  
AFIPA

Division  
affaires  
juridiques et  
contentieux  
Y. LACROIX  
IDCN  
I. DOMICILE  
IDCN

Division  
expertise  
et action  
économiques  
et financières  
F. MASSON  
IP

Division  
collectivités  
locales  
D. HIRAUT  
AFIPA  
Y. LANGLAMET  
IDHC

Division  
Opérations  
Comptables  
de l'Etat  
J. D. PECOT  
AFIPA  
P. FOUCHET  
IDCN

Division  
Dépense  
S. SMONDEL  
AFIPA  
M. LE BRUN  
IDCN

Evaluation  
Dominante  
D. DOULAN  
AFIPA

Gestion  
Dominante  
M. ALLAIN  
AFIPA  
P. LAGORCE  
AFIPA

Division  
budget et  
immobilier  
logistique  
S. MURET  
AFIPA

Division  
RH, FOR PRO,  
et concours  
R. COLIN  
AFIPA  
R. NIAY  
IDHC

Division  
stratégie,  
cont. gestion,  
qualité  
de service  
A. LAUREN  
AFIPA  
J. BERNHUT IP

Animation  
Missions et  
publicité  
foncières

Animation  
SIP

Animation  
recouvrement  
forcé

Animation  
CFE et CSP  
fiscalité  
immobilière

Contenieux  
administratif

Action  
économique  
Action  
publique État

Service  
qualité des  
comptes locaux

Pôle timbre  
électronique,  
règles d'Etat  
et amendes

Cellule  
Transverse et  
Dépenses  
Réglement

Pôle  
gestion  
domaniale  
(PGB)

Service local  
des domaines  
(SLD - R)

Pôle  
évaluation  
domaniale  
(PED)

Budget

Conseillers  
RH

Structures  
Emplois  
Délégations  
de signature  
CTL

Contrôle  
des gestion  
des dépenses  
sociale

Qualité de  
service  
Attractivité

Service  
fiscalité directe  
locale (SFDL)

Animation  
fiscalité  
professionnels

Huissiers  
Finances  
publiques  
Agent  
enquêteur

Poursuites  
pénales

Pôle  
juridictionnel

Sécurité  
économique  
Correspondant  
régional (CSRE)

Pôle expertise  
et animation  
dépenses  
et recettes

Pôle expertises  
financières

Centre de Gestion  
financière  
BLOC 1

Centre de Gestion  
financière  
BLOC 3

Centre de Gestion  
financière  
Rectorat

SPACT  
Agriculture  
Ecologie

SPACT  
Justice

Service Liaison  
Rémunération

Dépenses  
Sociales

Liaison  
Recouvrement

Recettes non  
fiscales

7 SIP, 4 SIE, SPFD, SDE  
PCRP, PRS, PTGC, SDIF, PCED,  
3 BDV, BCR, TVA, TCA

7 SGC, 5 trésoreries  
spécialisées, 2 paleries, centre  
d'encaissement des amendes

Centre d'encaissement  
de Rennes  
C. DALGARARONDO IDCN

Centre de gestion  
des retraits  
R. MACÉ - AFIPA  
ANTENNE FOUGERES :  
S. DELCROS - IDCN

Pôle national  
d'apurement administratif  
L. MORIN AFIPA  
M-P. LAIZE IDCN

Formation  
professionnelle  
et concours

Equipe de  
renfort

Pôle gestion  
administrative  
des agents

Immobilier  
Logistique

Courtier,  
Informatique,  
téléphonie

Ecofip

PNRS fonctions publiques  
territoriale et hospitalière  
J.-L. TURMO - AFIPA  
R. MOHIN - IDCN

AGFIP : administrateur général des Finances publiques  
Adm. Etat : administrateur de l'Etat  
AFIP : administrateur des Finances publiques  
ICST : ingénieur en chef des services techniques  
AFIPA : administrateur des Finances publiques adjoint  
IP : inspecteur principal des Finances publiques

APA : attaché principal d'administration  
IDHC : inspecteur divisionnaire des Finances publiques  
hors classe  
IDCN : inspecteur divisionnaire des Finances publiques  
classe normale  
I : inspecteur des Finances publiques